

## Dossier PAC • campagne 2022

# Demande Prime à l'abattage (PAB)

Demande n°

Veuillez indiquer 1, 2, 3 ou 4 selon qu'il s'agit  
de votre 1<sup>e</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> ou 4<sup>e</sup> demande de la campagne

**!** **NOUVEAU** : à partir de 2022, tout demandeur d'une aide animale a l'obligation de fournir son numéro SIRET. Les exploitants qui ne seront pas en mesure de préciser ce numéro SIRET lors de la télédéclaration pourront signer leur demande, mais leurs aides ne seront pas versées tant que ce numéro n'aura pas été communiqué à la DAAF. Si vous ne disposez pas d'un numéro SIRET, il vous appartient d'engager les démarches pour en obtenir un et de le communiquer à votre DAAF dès qu'il vous aura été délivré. Il existe des cas dérogatoires décrits dans la Notice relative à l'obligation de fournir un numéro SIRET qui peuvent justifier que vous n'avez pas de numéro SIRET.

### Identification du demandeur

N° Pacage  N° Siret   
N° de détenteur  Nom, prénom ou dénomination sociale : .....

#### ATTENTION

**Vous devez déclarer à la DAAF** toute évolution ou modification concernant les données de votre exploitation : coordonnées, entrée ou sortie d'un associé, changement de forme juridique etc. Pour cela, utilisez le service telepac « *Données de l'exploitation* » ou le formulaire *Déclaration des modifications intervenues au sein de l'exploitation*.

### Pièces à joindre

- un **relevé d'identité bancaire** établi au nom du demandeur s'il s'agit de votre première demande ou si vos coordonnées bancaires sont modifiées.
- lorsque la date d'abattage n'a pas été renseignée dans le formulaire pré-imprimé joint : un (ou plusieurs) **ticket de pesée** (ou justificatif spécifique pour la prime à l'abattage) établi par l'abattoir comportant : les coordonnées de l'abattoir, le numéro d'identification à 12 caractères du veau ou du gros bovin, la date de l'abattage, le numéro d'abattage (ou numéro de tuerie) et le poids carcasse (pour les veaux) des animaux pour lesquels vous sollicitez la prime.  
Veuillez indiquer le nombre de documents (tickets de pesée ou justificatifs spécifiques pour la prime à l'abattage) que vous joignez à la demande
- pour les animaux ajoutés manuellement, veuillez vous reporter à la notice.

### Engagements

- **Je certifie** avoir détenu pendant au moins deux mois dans mon exploitation (ou pendant au moins un mois pour les veaux âgés de moins de trois mois le jour de l'abattage) les bovins objet de la demande de prime et qu'ils ont été abattus dans un délai de moins d'un mois après leur sortie de l'exploitation.
- **Je certifie** avoir respecté la réglementation relative à l'identification pour tous les bovins abattus objet de la demande de prime et respecter la réglementation pour tous les bovins présents dans mon exploitation.
- **Je m'engage** à permettre l'accès de mon exploitation aux autorités compétentes pour les contrôles et à faciliter ces contrôles.
- **J'atteste sur l'honneur** l'exactitude des renseignements fournis sur la demande et la liste de bovins abattus.
- **Je reconnais** avoir pris connaissance des conditions d'attribution de la prime et je m'engage à les respecter.
- **Je reconnais** avoir pris connaissance des réductions encourues en cas de non-respect des obligations et engagements relatifs à la demande de prime et à l'identification des bovins, ou en cas de déclarations inexactes.
- **Je suis informé(e)** que, conformément au règlement communautaire n° 1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'État est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide Feader ou Feaga. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourraient être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

À : ....., le   
Signature(s) du demandeur, du représentant légal en cas de forme sociétaire, de tous les associés en cas de GAEC (pour les formes sociétaires autres que GAEC, précisez le nom et le prénom du signataire)